

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

Nº. CLXV.

---

*Du Dimanche 20 Décembre 1789.*

UN particulier de Saint-Malo, qui veut rester inconnu, a fait une offre patriotique de cent louis d'or.

Les amis de la liberté ont applaudi au décret rendu en faveur de la Corse, & sur-tout à l'acte de justice & d'humanité qui a rappelé dans leur patrie des citoyens fugitifs, qui n'avoient fait d'autre crime que d'en défendre l'indépendance. Parmi ces illustres exilés, l'histoire comptoit Paoli, à qui l'Angleterre a donné asyle: c'est de ces libres contrées que ce Corse célèbre a écrit à l'assemblée nationale la lettre suivante qui a été très-applaudie.

*M. le Président,*

C'est avec les transports d'une joie qu'il est plus aisé de sentir que d'exprimer, que je m'empresse de vous supplier instamment d'avoir la bonté de faire agréer à l'auguste assemblée à laquelle vous présidez, les sentimens de mon plus profond respect & de ma plus vive reconnoissance pour le décret qu'elle vient de passer en faveur de ma patrie & de mes compatriotes, en admettant la Corse à la

*Tom. V.*

P

puissante jouissance de tous les avantages qui résultent de l'heureuse constitution qu'elle vient d'établir. Elle a enfin trouvé le moyen le plus infaillible de s'assurer à jamais de l'attachement & fidélité de ses habitans & en accordant, à mes compagnons expatriés, de pouvoir rentrer chez eux & jouir de tous les privilèges de citoyens français; pendant qu'elle fait éclater sa justice & sa générosité, elle attache à sa nouvelle constitution un nombre d'individus qui la défendront jusqu'à la dernière goutte de leur sang; & le monarque bienfaiteur & restaurateur de la liberté de son peuple, qui a sanctionné ses décrets, n'aura jamais des sujets plus dévoués à sa gloire.

Permettez-moi, en attendant, l'honneur d'être avec le plus profond respect, M. le président, votre très-humble, &c.

Signé PAOLI.

Londres, 11 décembre 1789.

Si l'est un monument respectable & digne d'une grande nation parmi ceux que la munificence de Louis XIV a élevés, c'est sans doute celui qui assure une retraite aux braves militaires qui ont défendu leur pays; mais comme le cours des années altère toutes les institutions humaines, comme la versatilité des principes inséparables du changement continu des ministres doit nécessairement altérer le régime & l'administration des grands établissemens, *l'hôtel des Invalides* en avoir éprouvé la funeste influence.

L'état de détresse de ces respectables vétérans a frappé les regards du monarque, & son ministre de la guerre a écrit à ce sujet la lettre suivante au président de l'Assemblée nationale,

M. le Président,

» L'hôtel des invalides est dans une situation de détresse dont j'ai cru devoir rendre compte au roi; sa majesté a reconnu qu'en s'occupant du rétablissement de l'ordre pri-



mitif, on procureroit à cette maison les seuls & véritables secours que permettent ou qu'exigent les circonstances; elle a en conséquence fait choix de trois officiers généraux & de deux personnes au fait des affaires d'administration & de finances, qu'elle a chargées d'examiner sa composition & son administration civile & militaire actuelle, en quoi elles se sont éloignées de leur origine & les moyens de les y ramener.

« Mais sa majesté, dans la disposition où elle est de concerter avec l'assemblée nationale les opérations générales & particulières qu'elle médite elle-même de son côté, dans sa sagesse & dans son amour pour son peuple, m'a chargé d'informer M. le président, qu'elle désire que l'assemblée veuille nommer deux de ses membres pour assister, autant que leurs occupations pourront le leur permettre, aux séances qui seront tenues par les commissaires de sa majesté, afin d'être à portée de rendre à l'assemblée nationale les résultats de ces séances. »

Je suis avec respect, &c. *Signé* la Tour-du-Pin.

L'assemblée s'est empressée d'accéder à la demande du roi; & sur les observations de M. l'abbé Latil, elle a ordonné qu'il seroit nommé deux commissaires, dont l'un seroit choisi par le comité des finances, & l'autre par le comité militaire.

C'étoit un jour décisif pour l'état des finances. On a donc repris la discussion des deux décrets proposés par le comité des dix.

Dans la séance précédente, M. de Montesquieu croyoit qu'on ne devoit pas toucher dans ce moment aux biens du clergé; que la rareté du numéraire, la détresse générale de la France, & la quantité de terres déjà mises en vente dans le royaume, s'opposoient à ce qu'on en mit en vente 400 millions à la fois; qu'il pouvoit arriver que



des capitalistes en achèteroiént, mais que ces acquisitions ne se porteroient pas jusqu'à vingt millions. « N'épuisons pas, disoit-il, pour les besoins du moment les ressources des générations futures; payons à la caisse d'escompte ce qui lui est dû; mettons-la dans la possibilité de reprendre les fonctions auxquelles elle a été destinée, & créons des *obligations nationales* pour 350 millions, portant un intérêt de cinq pour cent; leur émission commencera en janvier 1790; le terme de l'extinction sera porté à ce temps; on remboursera 50 millions par année. Il a conclu, 1°. à reconnoître à la caisse d'escompte la dette de 90 millions qu'elle a avancés, avec assignat de paiement sur le premier terme des dons patriotiques; 2°. à établir une caisse nationale pour recevoir les sommes destinées à la caisse publique; (il adoptoit, quant à la comptabilité, le plan de M. de la Borde, auquel il a donné des éloges) 3°. à fixer les dépenses, & les mettre en équilibre avec les recettes; 4°. à nommer un comité de six personnes, chargées de présenter le résultat net de la recette & de la dépense; 5°. à créer des obligations nationales à concurrence de 350 millions, aux conditions déjà exprimées; 6°. à établir une autre commission chargée de liquider les dettes publiques échues au premier juillet dernier, & des rentes arriérées.

Ce projet, contraire à l'opinion général de l'assemblée, n'a pas été accueilli avec bienveillance.

M. Pethion de Villeneuve a dit que la surseance des six mois proposée par le comité est contraire aux principes & à la dignité de l'assemblée; que rien ne lui assuroit que ce temps arrivé, la caisse pairoit à bureaux ouverts; qu'elle demandoit à créer 25 mille actions nouvelles qu'elle pourroit bien ne pas vendre; que cette opération multiplieroit les effets d'une manière effrayante, puisque la capitale étoit



déjà surchargée de ces effets ; elle ne pourra plus payer qu'avec ces billets , & les provinces ne s'empresferont pas de contracter des engagements avec elle. « Nous prêterons notre crédit à la caisse , disoit-il ; la caisse fera des billets , & pour sa fabrication , nous lui payerons cinq pour cent. La nation ne pourroit-elle pas elle-même fabriquer ces effets , & donner les cinq pour cent à ses créanciers ; au lieu de les abandonner aux actionnaires de la caisse : ne pourroit-elle pas fournir des obligations , portant intérêt à cinq pour cent , remboursables à terme fixe , & hypothéquées sur les biens domaniaux & sur ceux du clergé ? La sûreté de ces obligations donnera la plus grande confiance au public ; & l'intérêt fera un attrait auquel il ne résistera pas. M. Penthion a conclu au rejet du plan du comité des dix.

M. de Batz a fait un long discours , pour prouver le danger & l'inutilité des banques ; il trouvoit celle d'Angleterre bien vicieuse ; mais il croyoit que la caisse d'escompte l'étoit bien davantage ; il se bornoit à faire décréter la vente de 400 millions de biens du domaine & du clergé. Le reste de la motion ajourné à lundi prochain.

M. Casalés proposoit deux amendemens au plan du comité. Le premier , que le cours forcé du nouveau papier soit restreint dans la ville de Paris. Le second , que le gouvernement fasse les plus grands & les plus généreux sacrifices pour que la caisse d'escompte paye au moins cent mille écus par jour , jusqu'au premier juillet 1790.

Ce sont encore deux amendemens que proposoit M. de Gouvi d'Arci. C'est par-là qu'il s'est annoncé en voyant combien l'assemblée étoit impatiente d'arriver à un résultat ; il pensoit que le premier inconvénient du plan proposé étoit d'associer la nation à une caisse en état de surseance , & de la prolonger sans savoir s'il étoit possible qu'elle cessât au terme indiqué. Il croyoit appercevoir un autre inconvénient.



à n'avoir pas prévu dans la nouvelle création des billets de caisse, qu'il falloit faire une émission assez considérable pour payer les effets suspendus en août 1788; dette qu'il regardoit plus sacrée que les autres moins anciennes. Pour faire disparaître ces inconvéniens, il a proposé, 1°. En adoptant le plan du comité de ne créer que trois cents millions de billets, qui seroient reçus dans tout le royaume & rapporteroient trois pour cent d'intérêt. 2°. De créer aussi trois cents millions d'obligations nationales qui n'auroient pas un cours forcé, mais qui rapporteroient cinq pour cent. 3°. De rembourser le tout en six ou sept années par privilège spécial sur la contribution patriotique, sur la vente des domaines, des terrains & maisons monastiques situés dans la capitale & les grandes villes, subsidiairement sur la vente des biens du clergé.

M. Reubell ne voyoit qu'un ajournement dans le projet proposé: or, ajourner n'est pas payer. Il s'élevoit contre l'établissement d'une banque & contre les profits de toute compagnie de finance. Il proposoit pour amendement un moyen nouveau, qui, selon lui, n'avoit aucun inconvénient, qui est la suite de la contribution patriotique, qui faisoit mettre au jour des trésors enfouis, & qui engageoit même les citoyens les plus méfians à concourir au bien public. Son résultat étoit un don patriotique de 170 millions seulement, portant intérêt à cinq pour cent sans retenu, remboursable sur la rentrée de la contribution patriotique, & sur celle des prix des biens ecclésiastiques & domaniaux que l'on vendra.

Pour engager les prêteurs, il vouloit qu'ils pussent imputer leurs avances sur la contribution patriotique: jusques-là M. Reubell a été écouté paisiblement; mais lorsqu'il a dit que l'on seroit tenu de délivrer dans huitaine, à compter du décret, un état fidèle de l'or &

de l'argent monnoyé, M. Dupont s'est écrié que cette proposition tendoit à violer la foi, la loi & les mœurs.

D'autres orateurs se sont présentés, & quelques-uns ont demandé si les billets de la caisse auroient cours en province, & si l'on ne devoit pas décréter qu'il n'y en feroit reçu que pour le montant des impositions.

M. le président a cru devoir observer qu'aucun jugement n'avoit forcé à recevoir en paiement des billets noirs; que ce n'étoit que pour les lettres de change qui sont dans les mains des négocians qu'on paie en billets noirs.

La discussion ayant été fermée, M. Cafalès a proposé son amendement lors de la lecture du premier article.

M. d'Allarde croyoit qu'il ne falloit rien ajouter à ce premier article.

M. Dieux proposoit au contraire de le rédiger ainsi :

« Les billets de la caisse d'escompte continueront d'être reçus en paiement dans les caisses publiques & particulières de Paris, & dans les caisses publiques des provinces jusqu'au premier juillet 1790 ».

M. l'abbé Mauri s'est élevé contre cette rédaction, en disant qu'elle tendoit à extraire tout l'argent des provinces, & que d'un autre côté le trésor public, payé en billets, ne recevroit pas de quoi satisfaire au prêt des troupes.

« Les billets de la caisse d'escompte, admis dans les provinces, ne serviront, disoit-il, qu'à y produire le même effet qu'à Paris : allez au bureau des messageries, compulsez les registres depuis le mois d'août 1783, jusqu'à ce jour, vous verrez que ce sont les banquiers qui ont fait circuler l'argent, c'est une simple & lucrative spéculation d'envoyer de l'argent à Bruxelles & de le faire revenir à Paris; cela peut produire vingt pour cent par mois... »

Ici M. le Couteux a demandé que l'abbé Mauri fit



imprimer sa motion , ou qu'il la signât sur le bureau ; mais cela n'a servi qu'à exciter davantage M. l'abbé Mauri contre les banquiers ; il a dit qu'il avoit les pièces qui prouvoient que le commerce de l'argent se faisoit par la banque de Paris à un cours usuraire , & qu'en faisant une grande émission de billets , c'étoit favoriser l'agiotage , & qu'il étoit instant d'empêcher ce moyen qui fonde des fortunes scandaleuses sur une calamité générale.

Sans doute en d'autres temps , la nation n'auroit pas adopté le moyen proposé , qui tend à procurer de grands profits , quand elle devroit les diminuer ; mais une grande révolution s'opère ; la liberté est conquise ; elle va être fondée sur les loix , & pour le moment la nation doit subir le joug que les circonstances lui imposent.

M. Dupont a dit que le comité avoit pensé qu'il n'étoit pas avantageux de répandre les billets dans les provinces autrement que par la confiance que les principales villes du commerce voudroient y donner , ainsi que les chambres du commerce pourroient le témoigner par des adresses à l'assemblée nationale.

M. Camus vouloit que le sort des provinces fut égal à celui de la capitale ; il fondeoit cette opinion en finance , sur les principes de liberté & d'égalité établis en politique.

M. Anson disoit que si l'assemblée recevoit aucun amendement , elle devoit donner la préférence à celui qui portoit que les billets seroient reçus dans les caisses de province ; parce qu'autrement , s'il y a un plus grand nombre de billets à Paris , l'argent en sortira ; & qu'au contraire , si l'on peut payer les impôts en province avec des billets , il ne viendra des provinces au trésor public que du papier. Cependant il préféroit l'article du comité.

M. de Traci , en adoptant l'amendement , y ajoutoit , qu'il ne seroit pas reçu des billets de moins de 200 livres.



« Point de cours forcé dans les provinces, même pour les caisses publiques, disoit M. Fontenai ; c'est du plus grand danger pour la haute-Normandie , qui, peuplée de fabriques , est obligée de se procurer, tous les mois, plus de deux millions en espèces pour les répandre dans les ateliers des campagnes. Nous ne pouvons trouver ces secours que dans les caisses publiques, auxquelles nous remettons l'excédent de notre papier sur Paris. Si l'on adoptoit cet amendement, on dépouilleroit nos caisses de numéraire, on absorberoit bientôt celui de nos provinces, & nous manquerions de secours pour alimenter journellement le commerce & l'industrie ».

Suivant M. l'évêque de Nanci, il falloit ajouter au premier article : « il en fera usé comme par le passé pour les billets de la caisse d'escompte ».

Heureusement la question préalable est venue délivrer l'assemblée de tous ces amendemens ; on est allé aux voix ; la première partie ayant été faite, plusieurs membres ont excité de nouveaux débats.

M. de Bouville insistoit fortement sur la division de la question préalable sur les amendemens.

MM. de Fumel, Destourmel & Casalès insistoient aussi ; mais la délibération a été continuée, & il a été décrété qu'il n'y avoit lieu de délibérer.

On a mis ensuite aux voix l'article premier, qui a été décrété, & les sept articles suivans l'ont été bientôt après, tels que nous les avons consignés dans le N°. CLXIII, page 155.

Il ne restoit plus qu'à statuer sur le second projet relatif à l'aliénation d'une portion des biens domaniaux & ecclésiastiques.

M. Casalès a pris la parole, pour demander l'ajournement sur la question de l'inaliénabilité des biens domaniaux.

niaux, parce qu'elle étoit, disoit-il, constitutionnelle, & qu'elle devoit sous ce rapport être agitée pendant trois jours au terme du règlement.

M. Cafalès auroit eu raison en 1788, si des ministres avoient agité cette question dans le conseil du roi; mais quand la nation est assemblée, quand ceux en faveur de qui la loi de l'inaliénabilité a été prononcée, renoncent à ce bienfait, ou le croient inutile, à l'époque où les rois ne peuvent plus vivre de leurs domaines, alors la nation rentre dans ses droits; elle n'a besoin que d'un acte de sa volonté pour aliéner les domaines de la couronne.

M. l'abbé de Montesquiou a pris ensuite la parole, pour soutenir que l'aliénation des biens ecclésiastiques compromettoit les intérêts des provinces, les intérêts des rentiers, & ceux des titulaires ecclésiastiques.... Des murmures se font élevés, & M. l'abbé de Montesquiou a repris, en disant qu'on devoit entendre, sur une si grande question, un agent du clergé... Quelques voix ont répondu qu'il n'y avoit pas d'agent du clergé dans l'assemblée nationale, & M. le président a dit que l'abbé s'étoit trompé.

Il a repris encore, pour observer qu'il y avoit des provinces qui sont en telle supériorité de proportions sur les autres, en biens ecclésiastiques, qu'il étoit important de les consulter, & d'avoir leurs instructions (1) avant de décréter l'aliénation & que c'étoit l'esprit du décret du 2 novembre.

M. l'abbé Mauri étoit à la tribune & vouloit aussi parler sur le décret qui avoit été discuté pendant deux jours; mais la discussion a été fermée.

M. l'abbé Mauri a menacé l'assemblée d'une protestation; mais comme il ne peut y en avoir dans une assemblée dé-

---

(1) L'article 3 du second décret réfute cette objection de M. l'abbé de Montesquiou.



libérante où le vœu de la majorité fait la loi, quelques membres ont rappelé M. l'abbé Mauri à l'ordre.

Il s'est élevé un tumulte assez long, & plusieurs membres ont proposé l'ajournement de ce décret à lundi; mais celui de la veille, qui portoit qu'on ne désenpareroit pas sans décider la question des finances, a été la seule réponse.

On a mis aux voix la motion de M. d'Allarde, tendante à nommer une commission pour surveiller l'émission des billets & la quantité des paiemens qui seroient faits; mais l'auteur ayant consenti à l'ajournement, il a été prononcé pour lundi.

Il en a été de même sur l'amendement de M. Destourmel, tendant à ce que l'aliénation des domaines de la couronne soit soumise à la surveillance des provinces & à leurs instructions, comme celle des biens ecclésiastiques.

Enfin, on est allé aux voix sur le second projet de décret présenté par le comité; il a été adopté à la plus grande majorité, tel qu'il est inséré dans le même N°. CLXIII, page 158.

On a demandé aussi-tôt qu'il fût porté aujourd'hui à la sanction.

*Demain point de feuille.*

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N<sup>os</sup> 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

